



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 610

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Pierre Vatin, pour le groupe Les Républicains.

M. Pierre Vatin. Monsieur le président, avant tout, je tiens à saluer l'exceptionnel et formidable exploit réalisé aujourd'hui par notre champion olympique Martin Fourcade et ses coéquipiers du relais mixte de biathlon. *(Mmes et MM. les députés se lèvent et applaudissent longuement. – Mmes et MM. les membres du Gouvernement applaudissent.)* Il est désormais le Français le plus titré des Jeux olympiques.

Monsieur le Premier ministre, votre gouvernement aime à se présenter comme le champion du pouvoir d'achat. Mais, au bout de huit mois, les Français constatent surtout qu'il est le champion du matraquage fiscal et le fossoyeur du pouvoir d'achat. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR.)*

L'année 2018 s'avère déjà extrêmement brutale pour le porte-monnaie de nos concitoyens. Rendez-vous compte : depuis le début de l'année, les Français ont subi une hausse massive de la CSG – la contribution sociale généralisée – ainsi qu'une hausse sans précédent du prix du diesel et de l'essence sans plomb ! En augmentant les deux, vous pénalisez absolument tous les conducteurs, en premier lieu les ruraux. Les Français subissent aussi une hausse du prix des cigarettes, du fioul domestique, du gaz, du timbre, des péages d'autoroute, des assurances, des mutuelles. Et cela ne va pas s'arrêter puisque les futurs parents vont subir, à partir d'avril, un important coup de rabot sur la prestation d'accueil du jeune enfant : un couple dont chacun des membres gagne 1 500 euros perdra 100 euros par mois pour son premier enfant, soit 1 200 euros sur l'année.

Heureusement, nos compatriotes ne sont pas dupes de vos effets de communication ni de votre méthode Coué. Ce n'est pas parce que vous répétez, matin, midi et soir, que le pouvoir d'achat des Français augmente, que les Français vont le croire. Au contraire, ils constatent chaque jour qu'ils s'appauvrissent.

Alors, monsieur le Premier ministre, quand allez-vous écouter nos compatriotes qui subissent ces augmentations et ne savent plus comment boucler leurs fins de mois ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur quelques bancs du groupe UDI-Agir.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur Vatin, vous avez eu raison d'évoquer Martin Fourcade et de saluer l'exploit de cet immense champion.

M. Fabien Di Filippo. Il n'a pas retourné sa veste, lui !

M. Thibault Bazin. Il est fidèle à son pays !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Cet exploit est le fruit de son travail et de sa persévérance, et l'Assemblée tout entière le salue.

Nous démontrerons que la persévérance est l'un des meilleurs alliés pour obtenir des résultats. Pourquoi, en revanche, persévérer dans l'erreur et continuer à dire des contrevérités ? (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LR.*)

Ce gouvernement est celui du pouvoir d'achat. Vous auriez pu, monsieur le député, évoquer la baisse de la taxe d'habitation. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*) Vous auriez pu rappeler que 21 millions de Français, salariés du secteur privé, ont vu le salaire inscrit sur leur fiche de paie augmenter à la fin du mois de janvier, du fait de la baisse des cotisations, et qu'il y aura une deuxième vague au mois d'octobre. Vous auriez pu parler de l'augmentation des minima sociaux, comme le minimum vieillesse ou l'allocation aux adultes handicapés. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

M. Jean-Yves Bony. Et la CSG ?

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Monsieur le député, permettez-moi de vous dire que vous auriez pu aller au bout de l'exercice de vérité, car il ne devrait pas y avoir de *on* et de *off*. Nous sommes pleinement en démocratie et nous assumons les engagements que nous avons pris.

M. Pierre Cordier. Vous disiez le contraire il y a six mois !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Vous auriez pu rappeler, monsieur le député, que vous avez soutenu un candidat à la présidentielle qui voulait supprimer 500 000 postes dans la fonction publique et augmenter la TVA – la taxe sur la valeur ajoutée – de 2 %. Cela aurait représenté un prélèvement de 13 milliards d'euros, pris dans la poche de tous les Français, sans tenir compte de leur niveau de revenus, de leur situation ni du fait qu'ils aient ou non un emploi, c'est-à-dire sans aucune des modulations que nous avons prévues. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Monsieur le député, si vous voulez parler du pouvoir d'achat, faites donc une petite introspection ! Regardez derrière vous et souvenez-vous du programme que vous avez défendu ! Regardez ce que nous faisons, et vous verrez que nous sommes dans le vrai ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Vatin](#)

Circonscription : Oise (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 610

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [21 février 2018](#)